

Emergencies Act – Economic Costs

ANSWER 1:

Mr. Speaker, this foreign funded occupation and these blockades are causing serious harm to our economy. The world's confidence in Canada as a place to invest and do business is being undermined.

- The blockade of the Ambassador Bridge has affected about \$390 million in trade *each day*.
- In Coutts, Alberta, about \$48 million in daily trade has been affected by the blockades.
- In Emerson, Manitoba, about \$73 million in daily trade has been affected by the blockades.

These costs are real. They threaten businesses big and small, and they threaten the livelihoods of Canadian workers.

Emergencies Act – Economic Costs

RÉPONSE 1:

Monsieur le Président, Ce siège et ces barrages causent des dommages importants à notre économie. La confiance internationale envers le Canada comme endroit propice aux investissements et pour faire des affaires est ébranlée.

- L'obstruction du pont Ambassador a perturbé des échanges commerciaux d'une valeur de trois-cent-quatre-vingt-dix millions de dollars par jour.
- À Coutts, les barrages ont perturbé des échanges commerciaux d'une valeur de quarante-huit millions de dollars par jour.
- À Emerson, ils ont nui à des échanges commerciaux quotidiens d'une valeur de soixante-treize millions de dollars.

Ces couts sont réels. Ils menacent les entreprises, grandes et petites, et ils menacent le gagne-pain des travailleurs canadiens.

Emergencies Act – Financial Measures

ANSWER 2:

In response to the illegal blockades, we are putting in place the following orders under the Emergencies Act:

- We are broadening the scope of Canada's anti-money laundering rules so that they cover crowdfunding platforms and their payment service providers.
- We are authorizing Canadian financial institutions to temporarily cease providing financial services to an account suspected of being used to further the illegal blockades.
- We are directing Canadian financial institutions to review their relationships with anyone involved in the blockades and report to the RCMP or CSIS.
- Corporate accounts related to the illegal blockades will be frozen and the vehicle insurance will be suspended.

This is about keeping Canadians safe, protecting people's jobs and restoring confidence in our institutions.

Emergencies Act – Financial Measures

RÉPONSE 2:

En réponse aux barrages nous mettons en place les ordres suivants :

- Nous élargissons la portée des règles canadiennes de lutte contre le blanchiment afin qu'elles couvrent les plateformes.
- Nous autorisons les institutions financières canadiennes à cesser temporairement d'offrir des services financiers lorsqu'elles soupçonnent qu'un compte sert les intérêts des barrages illégaux.
- Les comptes d'entreprise liés aux blocages illégaux seront gelés et l'assurance des véhicules sera suspendue.

Il s'agit d'assurer la sécurité des Canadiens, de protéger les emplois des gens et de rétablir la confiance dans nos institutions.

Emergencies Act – FINTRAC

ANSWER 3:

Mr. Speaker, to protect the Canadian economy, we are taking the necessary steps to limit the funding of these illegal blockades and occupations.

All businesses engaged in providing a platform to raise funds or virtual currency in Canada will be required to immediately register with FINTRAC and report suspicious transactions immediately. This includes cryptocurrency assets.

We are making these changes because we know that these platforms are being used to support illegal blockades and illegal activity.

We must follow the money Mr. Speaker.

Emergencies Act – FINTRAC

RÉPONSE 3:

Monsieur le Président, dans le cadre de Loi sur les mesures d'urgence déclarée hier, nous prenons les mesures nécessaires pour limiter le financement des activités qui ont mené à l'état d'urgence actuel.

Toutes les plateformes de sociofinancement ainsi que les fournisseurs de services de paiement qu'elles utilisent doivent s'inscrire auprès du CANAFE et déclarer toute transaction d'envergure et suspecte au CANAFE. Ces changements couvrent également les actifs numériques comme les crypto-monnaies.

Nous faisons ces changements parce que nous savons que ces plateformes servent à soutenir des barrages illégaux et d'autres activités illégales.

Nous devons suivre l'argent, Monsieur le Président.

Emergencies Act – Asset Freezing

ANSWER 4:

Mr. Speaker, what we are facing today is a threat to our democracy, to our economy, and to peace, order, and good government in Canada. This is unacceptable.

This is why we have authorized Canadian financial institutions to temporarily cease providing financial services where the institution suspects that an account is being used to further the illegal blockades and foreign funded occupations.

This is about stopping the financing of these illegal blockades. We are hereby serving notice: if your truck is being used in these protests, your corporate accounts will be frozen. The insurance on your vehicle will be suspended.

Send your semi-trailers home. The Canadian economy needs them to be doing legitimate work, not to be illegally making us all poorer.

Emergencies Act – Asset Freezing

RÉPONSE 4:

Monsieur le Président, ce qui est en jeu aujourd'hui c'est notre démocratie, notre économie, la paix, l'ordre et le bon gouvernement au Canada. Cette situation est inacceptable.

C'est pourquoi nous avons autorisé les institutions financières canadiennes à cesser temporairement de fournir des services financiers lorsque l'institution soupçonne qu'un compte est utilisé pour favoriser les barrages et les sièges illégaux.

Il s'agit d'arrêter le financement de ces barrages illégaux.

Considérez-vous avertis : si votre camion est utilisé dans ces manifestations, vos comptes d'entreprise seront gelés.

L'assurance de votre véhicule sera suspendue.

Renvoyez vos semi-remorques chez eux. L'économie canadienne a besoin qu'ils fassent un travail légitime.

Emergencies Act – High Level

ANSWER 5:

Mr. Speaker, the situation at borders across the country and here in Ottawa cannot be allowed to continue.

These foreign funded blockades and occupations have damaged our economy and our hard-earned reputation as a reliable trading partner and investment destination.

Canadians have a right to protest, that right does not extend to shutting down major trade corridors and occupying our national capital.

It is time for everyone to go home and for Canada to get back to work.

Emergencies Act – High Level

RÉPONSE 5:

Monsieur le Président, la situation aux frontières à travers le pays et ici à Ottawa ne peut plus durer.

Ces barrages et ces sièges illégaux ont nui à notre économie et à notre réputation durement gagnée de partenaire commercial et de destination fiable pour les investissements.

Les Canadiens ont le droit de protester, mais ce droit ne s'étend pas à la fermeture des principaux corridors commerciaux et le siège de notre capitale.

Il est temps que chacun rentre chez eux et que le Canada se remette au travail.

Emergencies Act – Goldy Hyder

ANSWER 6:

Mr. Speaker, Canada's business leaders recognize that these illegal blockades and foreign funded occupations cannot be allowed to continue as they are bad for business and they have supported our government's action.

Goldy Hyder, President of the Business Council of Canada said this week QUOTE "we welcome this as a step toward ending illegal blockades across the country and upholding the rule of law."

That is exactly what we are doing Mr. Speaker.

Emergencies Act – Goldy Hyder

RÉPONSE 6:

Monsieur le Président, les chefs d'entreprise du Canada savent que ces barrages illégaux ne peuvent pas se poursuivre, et ils ont appuyé l'action de notre gouvernement. Ces barrages sont mauvais pour les affaires.

Goldy Hyder, Président du Conseil canadien des affaires a dit cette semaine “Nous saluons cette décision comme une étape vers la fin des blocages illégaux dans tout le pays et le respect de l'État de droit.”

C'est exactement ce que nous faisons, Monsieur le Président.

Emergencies Act – Véronique Proulx (FR only)

RÉPONSE 6:

Monsieur le Président, les chefs d'entreprise du Québec savent que ces barrages illégaux ne peuvent pas se poursuivre, et ils ont appuyé l'action de notre gouvernement. Ces barrages sont mauvais pour les affaires.

Véronique Proulx, P-D-G de Manufacturiers et exportateurs du Québec a dit cette semaine « Les manufacturiers saluent tout geste qui permettrait de rétablir l'ordre aux frontières et restaurer la réputation du Canada comme partenaire commercial fiable. »

C'est exactement ce que nous faisons, Monsieur le Président.

Emergencies Act – Quebec

RÉPONSE 7:

Monsieur le Président, comme je l'ai répété plusieurs fois en Chambre — mais je vais le répéter encore — nous allons toujours respecter les champs de compétences du Québec, comme c'est le cas avec toutes les provinces et tous les territoires.

Dans le cas de la Loi sur les urgences, l'intention est d'appliquer les mesures contre les barrages illégaux qui peuvent avoir lieu partout au pays.

C'est la façon que nous avons trouvée pour faire face aux défis que nous voyons à nos frontières et dans nos rues. Elle est responsable, proportionnée et elle est limitée à la fois dans le temps et dans son application géographique. Je tiens à être très claire, les actions que nous prenons avec la Loi sur les mesures d'urgence seront dirigés seulement – et uniquement – vers ceux qui participent aux barrages illégaux.

Emergencies Act – Quebec

ANSWER 7:

Mr. Speaker, as I have said many times in this House but I will say again we will always respect the jurisdiction of the province of Quebec as we will with all provinces and territories.

In the case of the Emergencies Act, the intention is to apply the measures against illegal barricades and blockades that may take place across the country.

This is response to we have come up with to deal with the challenge we are seeing at our borders and on our streets. It's responsible and proportionate and it's limited both in time and in its geographic application. I would like to be very clear: the actions we are taking under the Emergencies Act will be limited to, and only to, those participating in the illegal blockades.

Emergencies Act – Quebec (2nd answer)

RÉPONSE 8:

Monsieur le président, le membre de l'opposition semble oublier que — même si ce siège ne se passe pas actuellement au Québec — il y a seulement une rivière qui sépare les occupants à Ottawa de Gatineau.

Alors que les camions stationnés illégalement à l'extérieur retournent à la maison, ils pourraient tout autant aller s'installer quelque part de l'autre côté de la rivière des Outaouais.

Si cela devait arriver, nous voudrions assurément que le Québec puisse demander de l'aide additionnelle si elle était nécessaire.

Emergencies Act – Quebec (2nd answer)

RÉPONSE 8:

Mr. Speaker, the member opposite is failing to see that this foreign funded occupation might not be taking place in Quebec right now but there is only a river in between occupiers taking over Ottawa and occupiers taking over Gatineau.

As illegally parked trucks are cleared from the streets outside and are sent home, they could very well set up camp somewhere right across the river.

If this were to happen we would certainly want Quebec to have the option to call on additional Federal help if needed.

Emergencies Act – Public Health Measures

ANSWER 9:

Mr. Speaker, the Conservatives have been perpetuating false narratives about our economy and now are extending that practice to issues of national security. There are many forms of misinformation meant to foster fear and divisiveness amongst Canadians, so let's deal in the facts here today.

The fact is, these Emergencies Act measures have been implemented to deal with the illegal blockades at the border and on the streets of our national capital, that have been encouraged by members of the Conservative party.

There is no intention to extend the measures to federal public health mandates. Any assertion of this is false and is intended to create more division here in Canada.

Emergencies Act – Public Health Measures

RÉPONSE 9:

Monsieur le Président, les Conservateurs contient d'avoir un faux discours au sujet de notre économie et maintenant ce faux discours s'étend aux questions de sécurité nationale. Il existe de nombreuses formes de désinformation visant à susciter la peur et la division parmi les Canadiens, alors parlons des faits aujourd'hui.

Les faits sont que ces mesures de la Loi sur les mesures d'urgence ont été mises en œuvre pour faire face aux barrages illégaux à la frontière et dans les rues de notre capitale. Ces barrages ont été encouragés par les membres du Parti conservateur.

Il n'y a aucune intention d'étendre ces mesures aux mandats fédéraux en matière sanitaire. Toute affirmation à ce sujet est fausse et vise à créer davantage de division ici au Canada.

Emergencies Act – Division

ANSWER 10:

Mr. Speaker, the Conservatives have been falsely accusing this government on trying to divide Canadians.

We have seen and heard for years the Conservatives use inflammatory language in an attempt to divide. Just yesterday, your former Leader of the Opposition the Member from Regina-Qu'Appelle called the democratically elected Prime Minister a dictator. Your current Finance Critic and a candidate for Conservative Leader attacks the Bank of Canada an independent institution at every opportunity and he along with Members from Provencher and Yorkton-Melville have encouraged the illegal blockades.

The new Leader of the Opposition has an opportunity here to really reflect on the rhetoric her party has adopted and take leadership in denouncing it.

Emergencies Act – Division

RÉPONSE 10:

Monsieur le Président, les conservateurs ont faussement accusé ce gouvernement d'essayer de diviser les Canadiens.

Nous avons entendu pendant des années les conservateurs utiliser un langage incendiaire dans le but de diviser. Hier encore, l'ancien chef de l'opposition, le député de Regina-Q'appelle, a qualifié de dictateur le premier ministre démocratiquement élu. Votre actuel porte-parole de finances et candidat à la chefferie conservatrice s'en prend à la Banque du Canada, une institution indépendante, chaque fois qu'il en a l'occasion et, avec les députés de Provencher et de Yorkton-Melville, il a encouragé les barrages illégaux.

La nouvelle cheffe de l'opposition devrait prendre un moment pour réfléchir à la rhétorique adoptée par son parti et de prendre l'initiative de la dénoncer.

Emergencies Act – Hard Won Gains

ANSWER 11:

Mr. Speaker, like with NAFTA our government will always do what is necessary to protect our workers and National interest.

We stood up for Canada during the NAFTA negotiations and when unfair and illegal tariffs were levelled against our steel and aluminum industries, and now we're standing up for Canadians against these illegal blockades and occupations.

We have hard won gains for our industries and we do not intend to set them back further by allowing these blockades to continue.

Emergencies Act – Hard Won Gains

RÉPONSE 11:

Monsieur le Président, comme pour l'ALENA, notre gouvernement fera toujours ce qui est nécessaire pour protéger nos travailleurs et l'intérêt national.

Nous avons défendu le Canada pendant les négociations de l'ALENA et lorsque des tarifs injustes et illégaux ont été imposés à nos industries de l'acier et de l'aluminium et maintenant nous défendons les Canadiens contre ces blocus et occupations illégales.

Nous avons obtenu de haute lutte des gains pour nos industries et nous n'avons pas l'intention de les faire reculer davantage en permettant à ces blocus de se poursuivre.

Emergencies Act – Perrin Beatty

ANSWER 12:

Mr. Speaker, I'd like to remind this House that it was a Conservative Minister of National Defence the Honourable Perrin Beatty who created the Emergencies Act.

In fact the very designer of this legislation Mr. Beatty said QUOTE “When I brought in the Emergencies Act 35 years ago, I wished that it would never need to be used, but I knew that there would inevitably be future crises and that it was essential to protect the basic rights of Canadians even in an emergency”.

Invoking this Act is not a decision we take lightly, and we fully intend to protect the rights of Canadians while ending these illegal foreign funded occupations.

Emergencies Act – Perrin Beatty

RÉPONSE 12:

Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à cette Chambre que c'est un ministre conservateur de la Défense nationale, l'honorable Perrin Beatty, qui a créé la Loi sur les urgences.

En fait, le concepteur même de cette loi, M. Beatty, a déclaré : " Lorsque j'ai présenté la Loi sur les urgences il y a 35 ans, je souhaitais qu'elle n'ait jamais à être utilisée, mais je savais qu'il y aurait inévitablement des crises futures et qu'il était essentiel de protéger les droits fondamentaux des Canadiens, même en cas d'urgence ".

Le recours à cette loi n'est pas une décision que nous prenons à la légère et nous avons l'intention ferme de protéger les droits des Canadiens tout en mettant fin à ces occupations illégales financées par des étrangers.